



To:
Cc:
Subject: Fw: Kingakati 01 03 13

Bien qu'incomplet, cet aide-mémoire reprend les points saillants de la rencontre de ce vendredi 1er mars entre le Chef de l'Etat et les membres du Bureau de la Majorité Présidentielle. La position du Président Kabila sur les concertations, sur les défis que la Nation congolaise doit relever et sur l'échéance de 2016 est édifiante. Sur le plan personnel, le Chef de l'Etat dévoile aux membres du Bureau de la MP ses positions empreintes de courage et de lucidité... Joseph Kabila semble déterminé à écrire une nouvelle page de l'histoire du Congo. En perspective de 2016, il s'interroge sur les questionnements de la classe politique congolaise. Sur le plan des relations majorité-opposition, il se projette dans une perspective historique et confirme sa volonté d'organiser des concertations ouvertes et démocratiques. A ses yeux, tout en appelant à la prudence et à la mise en place des garde-fous, il revient désormais à la majorité présidentielle qui ne s'est pas encore exprimée de défendre son bilan en s'adressant directement au peuple congolais...

Aide-mémoire

Concerne : rencontre du Bureau Politique de la Majorité Présidentielle à Kingakati le 01 mars 2013

Deux points étaient à l'ordre : (1) les négociations de Kampala (R. Tshibanda); et (2) les concertations (Aubin Minaku).

I. LES CONCERTATIONS

Concernant le deuxième point sur les concertations, Hon. Minaku a fait le point des pré-concertations au cours desquelles il a enregistré les préoccupations et les propositions de nombreux acteurs politiques. Il a donné au Bureau Politique ses conclusions ayant trait à 4 points, à savoir le lieu, le comité préparatoire, les objectifs et le gouvernement.

A. Concernant le lieu

Trois options ont été évoquées, à savoir primo, la Ville de Kinshasa en raison du coût et de la présence des sièges des Institutions, secundo une autre ville du pays (Lubumbashi, Kisangani, Goma), tertio, une délocalisation pour répondre au

souci de sécurité évoqué par quelques acteurs. L'équipe placée sous l'autorité d'A. Minaku a retenu la Ville de Kinshasa pour abriter la plénière des concertations. Cette plénière ne doit pas tourner à une reproduction de la CNS qui avait regroupé 2.850 participants. Il faut éviter le piège d'un forum qui décrète unilatéralement sa souveraineté.

B. Concernant la mise en place d'un Comité Technique Préparatoire.

Pour A. Minaku, cette proposition formulée par quelques acteurs politiques constitue une tentative de reprise en main voire de récupération de l'initiative présidentielle. Il convient donc de ne pas ouvrir la brèche. Sur le plan logistique, une équipe va veiller à l'organisation des travaux.

C. Concernant les objectifs des concertations

Deux logiques s'affrontent au sein de la classe politique. La première relève d'une approche radicale tendant à remettre en cause l'ordre institutionnel en vue d'une nouvelle transition apaisée. La seconde consiste en la sauvegarde et la consolidation de l'ordre institutionnel. La Majorité retient les objectifs suivants : (1) créer une cohésion nationale pour vaincre la guerre d'agression et éviter la balkanisation, et (2) consolider les capacités institutionnelles.

D. Concernant le Gouvernement

Deux options ont été évoquées, à savoir, primo changer le gouvernement actuel préalablement aux concertations en vue de résorber les frustrations qui règnent dans la majorité et asseoir sa cohésion, et secundo, préalablement à tout changement, privilégier les concertations nationales annoncées à deux reprises par le Chef de l'Etat afin de réaménager à terme le gouvernement sur base de la représentativité géopolitique et technique.

En conclusion, sur ce point, Aubin Minaku conclut qu'il n'y a pas de crise institutionnelle et que la question est laissée à la discrétion du Président de la République.

En guise de conclusion, Hon. Minaku a rappelé qu'il est impérieux pour la Majorité de pouvoir agir "à l'unisson". Les frustrations au sein de la Majorité lui sont rappelées chaque jour. Une répartition des responsabilités au sein du Portefeuille et ailleurs est envisagée.

Suite à ce rapport, le débat s'est engagé. Sont demeurés silencieux Mboso Nkodia, José Endundo, Kyungu wa Kumwanza, Pierre Lumbi, Athanase Matenda et Olivier Kamitatu. Les intervenants ont pour la plupart évoqué le danger d'une plénière des concertations. D'autres ont insisté sur les frustrations qui règnent au sein de la Majorité.

PAC
UNITEC N/A
PAC

En réponse, Aubin Minaku a proposé la mise sur pieds de 3 équipes de travail au sein du Bureau Politique de la MP qui seront chargées de définir le schéma politique des concertations en vue de sa présentation à Nation par le Chef de l'Etat.

II. INTERVENTION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Avant de clôturer la rencontre, l'Autorité Morale de la MP a fixé le cadre des concertations. Il s'agit avant toute chose pour le Président de la République (1) d'assurer la paix et la sécurité et (2) de respecter ses engagements et les promesses faites en 2011.

Pour le Chef de l'Etat, la perspective de 2016 est à la base de l'agitation. Les acteurs politiques s'interrogent : "Qu'est-ce qui va se passer ? Qui fera quoi ? Y aura-t-il une guerre ?" Pour Joseph Kabila, "beaucoup de questions, peu de réponses !". En prolongeant le questionnement des acteurs politiques sur 2016, l'Autorité Morale de la MP dit : "Faut-il y réfléchir ? Faut-il parler de tout cela ? Quand, comment, où ?". Mais le Président Kabila d'ajouter : "Un homme responsable prépare son testament. Moi-même je dois rédiger mon testament. Je ne l'ai pas encore fait. A quel enfant je donnerai cette maison ? (...)".

Sur les concertations, Joseph Kabila dit que l'idée des concertations est née quand il avait reçu l'opposition. "L'honorable Makila avait dit qu'il y avait beaucoup de problèmes, des prisonniers politiques, etc... Il voulait charger la Majorité et le Président de la République". Joseph Kabila de poursuivre : "Des critiques fusent de partout, y compris de la société civile, même de nos amis de la Communauté Internationale, du moins si nous en avons...". A la suite de cette rencontre avec l'opposition, JK dit lui avoir promis de "créer un cadre pour l'écouter, pour évacuer les malentendus et pour qu'on arrive à avancer dans la même direction". Tout ceci a eu lieu bien avant l'accord-cadre d'Addis confirme Joseph Kabila. "Je pensais que c'était important et nécessaire de créer les conditions de la cohésion nationale en vue de vaincre et faire face aux défis de l'heure que sont la guerre à l'Est, la stabilité du pays, la sensibilisation de l'opposition et la prise à témoin de la population".

Pour l'Autorité Morale de la MP, l'accord-cadre y fait allusion en parlant de la réconciliation. "Faut-il attendre jusqu'à ce que la Communauté Internationale impose un schéma ? Et quel sera ce schéma ?" s'est interrogé Joseph Kabila qui ne pense pas qu'elle pourra jamais l'imposer. "Raison pour laquelle il faut aller jusqu'au bout" a-t-il dit. Et le Chef de l'Etat d'ajouter : "On ne peut pas revenir sur ce qu'on a dit. Nous sommes chrétiens. Au commencement était le verbe (...)" . Pour Joseph Kabila, il convient d'organiser ces concertations en veillant à en assurer

l'encadrement et en veillant à demeurer prudents. Mais, le Chef de l'Etat de dire : "En parlant de la plénière, mais qu'est-ce que nos amis de l'opposition n'ont-ils pas déjà dit ? Ils ont tout dit ou presque ! Est-ce que la Majorité a tout dit ? Il nous reste beaucoup de vérités à dire. Non pas à l'opposition mais à l'opinion, à la population congolaise !". Pour Joseph Kabila, le Congrès, l'Assemblée Nationale, le Senat voire les concertations sont autant d'occasions possibles pour s'exprimer. "Y a-t-il des risques de dérapages ?" s'interroge-t-il. "Oui, certainement !". "A nous de mettre les garde-fous ! L'opposition n'est pas plus intelligente. Non. Peut-être est-elle beaucoup plus déterminée !" confirme le Chef de l'Etat. "Le temps passe vite. On a plus beaucoup de temps !" a-t-il poursuivi. En termes de dates, Joseph Kabila exige que le travail démarre avant le 10 ou le 15 mars afin de disposer du schéma. "Avant le 15 avril, on doit avoir tout terminé !" conclut-il. "De quoi doit-on parler ? A nous de lever les options ! Jusqu'où allons-nous aller ? Tout dépend de nous !" a-t-il précisé. "Le dialogue avec l'opposition, la société civile ? Oui, il faut le faire. On va désarmer davantage l'opposition !" affirme Joseph Kabila.

Quant aux frustrations, le Chef de l'Etat reconnaît qu'il y en a beaucoup. "Heureusement, le SG a une liste des frustrations des membres de la Majorité" a dit Joseph Kabila qui ajoute "Je ferai en sorte qu'il ait de ma part la liste de mes propres frustrations vis-à-vis de vous tous !". Le Chef de l'Etat de dire : "Il faut essayer de régler le plus tôt, le plus vite. Ce ne doit pas être un frein. Il faut avancer !". Et de poursuivre : "Pour moi, ces frustrations ne sont pas un problème. C'est un petit problème. On ne peut pas bloquer la Nation à cause de nos frustrations. Ce n'est pas juste ! Ce n'est pas correct !". Pour le Chef de l'Etat, le Secrétaire Général de la MP a le feu vert ainsi que le Premier Ministre pour gérer la question. "Pour moi, avec l'Est, ce n'était pas du tout une préoccupation. Il faut y réfléchir !" a conclu Joseph Kabila...

Enfin, à la question de savoir quelle était la position de l'Eglise. L'Honorable Aubin Minaku a confirmé avoir rencontré le Cardinal Laurent Monsengwo. Pour le SG de la MP, le cardinal partage les points de vue de l'opposition et prône la tabula rasa. Le cardinal considère que 80 à 100 personnes peuvent trouver des solutions aux problèmes de la RDCongo. L'honorable Minaku considère que les autres Eglises sont moins radicales.

Envoyé